

## DROIT

Par  
FRÉDÉRIC BRILLET  
et VÉRONIQUE RADIER

# Les règles du métier

*La filière juridique attire-t-elle trop d'étudiants ? Pour réussir, il faut plus que jamais se spécialiser*

Qu'importent les amphes bondés, les cours magistraux arides : chaque année, plus de 40 000 bacheliers choisissent la fac de droit, avec souvent, en ligne de mire, la robe noire d'avocat. En dix ans, le nombre de ces professionnels vient ainsi de doubler, passant de 30 000 à 60 000. Au point que, pour juguler cet engouement, certains voudraient que soit mis en place un numerus clausus, comme cela existe en médecine. Nous n'en sommes pas là, mais l'entrée dans les écoles du barreau qui permettent de se préparer au Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat), déjà sélective avec seulement 25% des dossiers retenus, sera désormais soumise à un examen national à partir de septembre. Le milieu forme plus de diplômés que le marché ne peut en absorber. Selon l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres), les juristes comptent parmi ceux qui décrochent le moins facilement un premier job parmi les diplômés à bac+5. Et, pour l'instant, c'est l'embouteillage. « Les débutants peinent souvent à trouver une première collaboration. La conjoncture n'est pas bonne et les cabinets hésitent à recruter », explique Emilie Chandler, présidente de la Fédération nationale des Unions de Jeunes Avocats.

Mais cette moyenne recouvre des situations très différentes selon les domaines. Ceux qui se spécialisent sur des sujets d'une grande technicité intéressant les entreprises trouvent encore à s'employer dans des conditions satisfaisantes. Notamment dans les gros cabinets. Lucie Bocel, 26 ans, n'a ainsi mis que trois semaines pour décrocher un poste de collaboratrice dans le cabinet parisien d'avocats Latournerie Wolfrom Associés. Une place en or pour cette experte en fusions-acquisitions, passée, il est vrai, par l'un des masters les plus réputés sur le marché : le « 214 » de Paris-Dauphine, spécialisé en droit des affaires.

Et ce n'est pas le seul filon. Les entreprises sont en quête de spécialistes du droit de l'e-commerce, de la propriété intellectuelle et de tous les enjeux liés au développement des nouvelles technologies, car elles ont à faire face aux demandes et aux actions à leur encontre de consommateurs de plus en plus aguerris.

Les restructurations profitent aux experts en droit social, selon le cabinet Hays, mais aussi en droit de l'environnement. Car les entreprises sont soumises à de nouvelles contraintes réglementaires : la norme ISO 14001 de système de management environnemental leur impose ainsi de veiller au respect de la réglementation en vigueur.

Autres niches porteuses, le droit des contrats appliqué aux secteurs de l'informatique ou de l'énergie, de la propriété intellectuelle dans la pharmacie, de la concurrence à l'échelle européenne. Les diplômés visant une compétence binationale en droit, franco-allemande, franco-espagnole, etc., sont également recherchés. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, avec si possible une partie du parcours, un stage – voire, nec plus ultra, un master en droit (LLM) – en pays anglophone. Autre carte à jouer, la double compétence : certains instituts

d'administration des entreprises (IAE) et écoles de commerce proposent des masters en droit avec une forte tonalité « business ». Comme HEC, qui a monté un diplôme ad hoc : « On fait sortir nos étudiants de leur tour d'ivoire pour les plonger dans la réalité du monde des affaires, les former par exemple aux techniques de négociation », explique Alberto Alemanno, directeur scientifique du master droit et management international.

Côté droit pénal, les jeunes avocats se battent pour dénicher des clients et doivent composer avec leur vocation de départ. Comme Yasmina Garat, 26 ans et titulaire d'un master 2 droit des

**À NOTER, UNE  
IMPORTANTE  
VAGUE DE  
RECRUTEMENTS  
DE MAGISTRATS  
POUR RÉPONDRE  
AUX BESOINS  
DES TRIBUNAUX.**

## A savoir

### Les meilleurs bac+2/3

DUT carrières juridiques, BTS notariat, licence métiers du notariat. Les meilleurs bac+5 Masters droit fiscal (Dijon), droit social (Montpellier, Paris-II), droit et ingénierie financière (Lyon-II), droit de la santé, droit de l'environnement, droit des technologies de l'info (Toulouse-I), droits français et étranger (Paris-Ouest), DJCE, Capa, MBA droit des affaires et management (Paris-II), écoles de commerce plus spécialisation juridique, doctorat en droit.

### Le conseil de "l'Obs"

Dans ce domaine très concurrentiel, les stages comptent autant que le diplôme. Dès le début des études, il faut chercher les occasions d'en effectuer.

### A éviter

Attention aux « niches » vite saturées. Lorsqu'un besoin pointu se fait sentir, par exemple en propriété intellectuelle, des formations ouvrent un peu partout au même moment, et les diplômés peinent à s'insérer. Il faut donc vérifier le nombre de masters sur le domaine avant de se lancer.



## Thomas, avocat : **“UN PROCÈS, C’EST COMME UN MATCH”**

Inscrit en DUT informatique, **Thomas Noël** a vite réalisé qu’il n’était pas fait pour devenir ingénieur. « *J’aspirais à un métier qui m’ouvre davantage aux autres.* » Direction un master en droit... des nouvelles technologies à Lille, habile façon de combiner un profil un peu geek et l’envie de contacts. Il passe le Capa en 2015, tout en multipliant

les stages dans des cabinets prestigieux en France et à l’étranger, et est rapidement engagé comme avocat salarié au cabinet Alain Bensoussan. Il planche sur des affaires impliquant des éditeurs de logiciels, fabricants d’objets connectés ou SSII. « *La pression peut être forte sur les délais et le résultat, il y a un rythme à prendre*

*et des clients à satisfaire.* » Sa spécialisation exige de maîtriser les aspects techniques et juridiques mais aussi d’avoir comme tout avocat le goût du challenge : « *Un procès, c’est comme un match. On joue en équipe pour défaire un adversaire en convainquant de nos arguments le juge qui arbitre,* », explique cet amateur de football américain.

personnes et de la famille obtenu à Toulouse, elle rêvait ainsi de la robe depuis toujours. Aujourd’hui collaboratrice dans un cabinet de la Ville rose, elle concède ne pas faire « *que du pénal* », comme elle se l’imaginait étudiante, mais sans aucun regret :

« *Nous faisons du droit civil, commercial... et je dois avouer que j’aime beaucoup ça. Je traite des affaires familiales, en passant par les problèmes de dettes, de successions, de baux, de contrats. Aucune journée ne ressemble à une autre, c’est passionnant !* » Il y a aussi les juristes en entreprise, « *un métier qui représente en fait l’essentiel des débouchés* », rappelle Séverine Blum, du cabinet de recrutement Hays. « *C’est un poste central qui permet d’avoir une vue d’ensemble, de s’intéresser à toutes les activités d’une société et à leurs implications juridiques* », explique Pierre Leguy, 28 ans, juriste chez Accor.

A noter, enfin, une importante vague de recrutements de magistrats pour répondre aux besoins des tribunaux et de nouvelles possibilités liées à la loi Macron qui facilite l’installation des jeunes notaires. 1 002 nouveaux offices ont été créés, ils sont accessibles aux candidats qui ont complété leur master 1 par une formation spécialisée délivrée par les universités ou la profession. ■

**Vous écrivez ?**

**Les Editions  
Amalthée**  
recherche de  
**nouveaux auteurs**

Envoyez vos manuscrits :  
Editions Amalthée  
2 rue Crucy – 44005 Nantes cedex 1  
Tél. **02 40 75 60 78**  
[www.editions-amalthee.com](http://www.editions-amalthee.com)